

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Unité inter-départementale Gard-Lozère  
89, rue Weber  
CS 52 002 Cedex 02  
30907 Nîmes

Nîmes, le 14/10/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **NESTLE WATERS SUPPLY SUD**

12 boulevard garibaldi  
92130 Issy-Les-Moulineaux

Références : -

Code AIOT : 0006601737

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement NESTLE WATERS SUPPLY SUD implanté LES BOUILLENS 30310 VERGEZE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection du 17 septembre 2025 est réalisée conjointement avec les services de la DDTM, dans le cadre du suivi des prélèvements en eau sur le site d'embouteillage de Vergèze.

Concernant la partie DDTM, cette visite a pour objectif de vérifier le suivi des volumes et débits via le logiciel Aquassay, de visiter les ouvrages de prélèvement, et de confirmer l'arrêt effectif des pompages sur les forages F16-1 et F16-2.

Concernant la partie DREAL, objet du présent rapport, elle vise à contrôler le respect des volumes prélevés autorisés et à constater les suites données à la mise en demeure du 26 novembre 2024 relative au dispositif de rétention de l'aire de dépotage située entre les bâtiments P2 et P3.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NESTLE WATERS SUPPLY SUD
- LES BOUILLENS 30310 VERGEZE
- Code AIOT : 0006601737
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Nestlé Waters Supply Sud exploite l'usine de production et d'embouteillage d'eau minérale, dont du Perrier, sur le territoire de la commune de Vergèze.

Les installations exploitées sont réglementées par l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale n°2019-008 du 16 janvier 2019 complété par l'arrêté préfectoral du 3 juin 2025 relatif aux prélèvements et à la consommation en eau.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2025, article 9	Sans objet
2	Aire de chargement/déchargement	AP de Mise en Demeure du 26/11/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 03/06/2025, article 10	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection du 17 septembre 2025 a permis de constater que les volumes prélevés entre le 1er janvier et le 31 août 2025 demeurent inférieurs aux seuils autorisés. La mise en demeure du 26 novembre 2024, relative à la conformité de la rétention de l'aire de dépotage entre P2 et P3, peut être considérée comme levée, la zone n'étant plus utilisée et les cuves concernées ayant été retirées. En revanche, le ratio volume prélevé / volume embouteillé, évalué à 5,04 fin août 2025, reste supérieur à la cible de 3,06 fixée pour 2026. Il est demandé à l'exploitant d'explicitier cet écart et de transmettre les éléments nécessaires (données de production, analyses d'écarts, plan d'action) pour démontrer la faisabilité de l'atteinte de l'objectif pour 2026.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Ressource en eau**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 03/06/2025, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prélèvement autorisé
<b>Prescription contrôlée :</b>  Outre les dispositions de l'article 8 ci-dessus, les prélèvements d'eaux réalisés par la société Nestlé Waters Supply Sud pour l'alimentation de son usage de production d'eaux conditionnées et le fonctionnement de ses installations sur la commune de Vergèze respectent les quantités cumulées suivantes : Prélèvement maximal cumulé annuel autorise (m3/an)

Origine de la ressources	2025	2026	A partir de 2027	
E a u x souterraines pour les eaux conditionnées	1 492 260	1 350 000	1 350 000	
aux souterraines p o u r l'extraction du CO2 gazeux	1 350 000	800 000	800 000	
E a u x souterraines pour les eaux industrielles	450 000	400 000	350 000	
TOTAL	3 292 260	2 550 000	2 500 000	

#### Constats :

L'exploitant a présenté une extraction de son logiciel Aquassay pour la période du 1er janvier 2025 au 31 août 2025. Les volumes prélevés pour cette période sont les suivants :

eaux souterraines pour les eaux conditionnées : 687 099,2 m3;  
forage gaz : 972 707,4 m3;  
eau industrielle: 279 9751 m3.

A date de l'inspection et pour l'année 2025, l'exploitant n'as pas dépassé les volumes de prélèvement autorisés.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 2 : Aire de chargement/déchargement

**Référence réglementaire :** AP de Mise en Demeure du 26/11/2024, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Aire de dépotage

#### Prescription contrôlée :

La société NESTLE WATERS SUPPLY SUD , dont le siège social se situe 12 boulevard Garibaldi 92130 Issy-les-Moulineaux, est mise en demeure de respecter pour son installation de dépotage située entre P2 et P3 sur son site d'embouteillage sis sur la commune de Vergèze, les dispositions

de l'article 8.5.6 de l'arrêté préfectoral n°19.008N du 17 janvier 2019 susvisé, dans un délai de 2 mois à compter de la notification du présent arrêté.

**Constats :**

La mise en demeure du 26 novembre 2024 impose à l'exploitant de se conformer aux dispositions de l'article 8.5.6 de l'arrêté préfectoral n°19.008N du 17 janvier 2019, concernant le dispositif de rétention de l'aire de dépotage située entre P2 et P3.

Cette mise en demeure faisait suite au constat selon lequel la cuve tampon de 1000 m<sup>3</sup>, à laquelle était reliée ladite aire de dépotage, constituait un équipement de la station d'épuration interne et ne pouvait être considérée comme un dispositif de confinement réglementaire des polluants déversés.

Lors de l'inspection, la visite de terrain a permis de constater que :

- Les deux cuves de produits chimiques présentes sur l'aire de dépotage ont été retirées ;
- La zone n'est plus utilisée pour des opérations de transfert ou de manipulation de produits chimiques;
- Aucune activité nécessitant la présence d'une rétention n'est désormais exercée sur cette zone.

En conséquence, la non-conformité initialement constatée n'a plus lieu d'être et les dispositions de l'article 8.5.6 de l'arrêté préfectoral n°19.008N du 17 janvier 2019 sont dans ces conditions respectées.

La mise en demeure peut être considérée comme levée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

**N° 3 : Ressource en eau**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 03/06/2025, article 10

**Thème(s) :** Risques chroniques, Optimisation des prélèvements

**Prescription contrôlée :**

Dans le but de diminuer son impact sur la ressource en eau et d'améliorer le ratio volume prélevé/volume embouteillé en atteignant une valeur maximale de 3.06 en 2026, l'exploitant [...]

**Constats :**

L'exploitant a présenté l'évolution du ratio annuel volume prélevé / volume embouteillé depuis l'année 2018.

Pour l'année 2024, ce ratio s'établissait à 4,53. À fin août 2025, il atteint 5,04, soit une hausse significative par rapport au ratio cible de 3,06 fixé pour l'année 2026.

Selon les explications apportées par l'exploitant, cette augmentation serait corrélée aux divers événements de production survenus en 2025, notamment liés à la qualité de l'eau minérale et à la gestion opérationnelle des lignes d'embouteillage.

Le calendrier de production pour l'année 2026 est actuellement en cours de remaniement.

Dans ce cadre, il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments justificatifs

permettant d'expliquer clairement d'une part la raison du ratio élevé observé en 2025 et d'autre part l'organisation prévue / mise en place en vu de l'atteinte de l'objectif-cible prescrit à l'horizon 2026, notamment :

- les données détaillées de production (volumes prélevés, volumes embouteillés, volumes rejetés par ligne et/ou par origine d'eau),
- les éléments explicatifs des écarts observés (arrêts, non-conformités qualité, pertes sur le process, etc.),
- ainsi que tout document prévisionnel et plan d'actions établissant les mesures envisagées pour atteindre l'objectif réglementaire en 2026.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Afin de permettre à l'inspection d'évaluer les conditions d'atteinte du ratio de 3,06 prévu pour 2026, il est demandé à l'exploitant de transmettre l'ensemble des éléments justificatifs relatifs au ratio observé en 2025 et en vu de 2026, dont notamment :

- les données détaillées de production (volumes prélevés, volumes embouteillés, volumes rejetés par ligne et/ou par origine d'eau),
- les éléments explicatifs des écarts observés (arrêts, non-conformités qualité, pertes sur le process, etc.),
- ainsi que tout document prévisionnel ou plan d'action établissant les mesures envisagées pour atteindre l'objectif réglementaire en 2026.

**Type de suites proposées :** Sans suite